

RCS : LAVAL
Code greffe : 5301

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LAVAL atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 00489
Numéro SIREN : 901 159 178
Nom ou dénomination : A BRAS OUVERTS

Ce dépôt a été enregistré le 06/07/2021 sous le numéro de dépôt 2861

CONTRAT D'APPORT D'UNE ENTREPRISE INDIVIDUELLE

Entre :

Monsieur Denis PERIGOIS, né le 10 mars 1963 à CRAON (53), demeurant Chemin de la Rabottière – 53100 MOULAY

Epoux séparé de biens de Madame Véronique POCHARD, suivant contrat de mariage en date du 11 Janvier 2012, préalable à leur union célébrée à la mairie de MOULAY (Mayenne) le 21 Janvier 2012, Disposant de la pleine capacité civile, de la nationalité française, n'ayant fait l'objet d'aucune condamnation ou mesure quelconque entraînant interdiction d'administrer, diriger ou contrôler une société

Ci-après dénommée l' « **Apporteur** »
D'une part

Et :

La société **À BRAS OUVERTS**, société par actions simplifiée au capital de 100 000 euros, dont le siège est à MOULAY (53100) – Chemin de la Rabottière, en cours d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de LAVAL.

Représentée par Monsieur Denis PERIGOIS, agissant en qualité de Président et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes

Ci-après dénommée la « **Société Bénéficiaire** » ou le « **Bénéficiaire** »
D'autre part

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1.- APPORT :

L'apporteur, Monsieur Denis PERIGOIS, de première part, apporte à la Société Bénéficiaire, ce qui est accepté pour le compte de celle-ci par son dirigeant, et sous les garanties de fait et de droit et aux conditions ci-après exprimées, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

Description des biens apportés :

La pleine propriété de 400 actions de dix euros de valeur nominale chacune qu'il détient au sein du capital de la société D.P.E.B., société par actions simplifiée au capital de 4 000 euros, dont le siège social est situé à MOULAY (53100), Chemin de la Rabottière, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LAVAL sous le numéro 794 411 678, représentant 100% du capital et des droits de vote de ladite société.

Cette société a pour objet :

- La création, l'acquisition d'une activité d'entreprise générale de bâtiment, et plus particulièrement de terrassement, démolition, maçonnerie, pose de Placoplatre, menuiserie, charpente couverture, isolation, travaux de voirie,
- Le négoce de matériaux et matériels, ainsi que la location de matériels,

Elle a été constituée suivant acte sous seing privé en date à LAVAL, du 16 juillet 2013, enregistré au service des impôts des entreprises de Laval, le 18 juillet 2013, bordereau n°2013/1 163, case n°9.

D.P.

Elle a clôturé son dernier exercice social le 30 septembre 2020.

Les comptes au 30 septembre 2020 font apparaître :

- ⇒ des produits d'exploitation d'un montant de 265 325 euros,
- ⇒ un bénéfice de l'exercice d'un montant de 29 011 euros,
- ⇒ des capitaux propres d'un montant de 56 565 euros.

Sauf prorogation ou dissolution anticipée, sa durée expire le 24 juillet 2112.

Les droits sociaux apportés ne sont grevés d'aucun gage, nantissement, clause d'inaliénabilité ou autre empêchement quelconque ou restriction au droit de propriété plein et entier. Ils ne font pas l'objet de séquestre ou de saisie.

L'Apporteur a la pleine capacité pour en disposer sur sa simple signature.

L'Apporteur étant l'associé unique de la société DPEB, aucun agrément préalable au présent apport n'est nécessaire.

L'Apporteur déclare :

Constitution et vie de la société "DPEB"

La société "DPEB" a été valablement constituée et existe conformément au droit français.

Elle n'est pas en état de cessation des paiements. Elle n'a jamais fait l'objet de procédure collective, de redressement ou liquidation judiciaire, ni de procédure d'alerte.

Le capital est intégralement libéré et non susceptible d'appel de fonds.

Elle dispose de toutes les autorisations nécessaires pour exercer ses activités.

Comptes sociaux

Les principes de droit français relatif à l'établissement des comptes annuels ont été appliqués et respectés par la société "DPEB".

Les comptes annuels ont été régulièrement approuvés et ne font l'objet d'aucune réserve.

Ils donnent une image fidèle et sérieuse de la société "DPEB" à cette date.

Engagements hors bilan

La société "DPEB" n'a donné aucune garantie, caution ou aval et il n'existe aucun engagement hors bilan de quelque nature que ce soit.

Plus généralement, il n'existe aucun engagement, de quelque nature que ce soit, mettant à la charge de la société "DPEB" une obligation ou une charge excédant, par sa durée ou son ampleur, le cours habituel des affaires.

Police d'assurances

La société "DPEB" est convenablement et suffisamment assurée et est à jour du paiement de ses primes. Aucun fait ou litige n'est, à la connaissance de l'apporteur, de nature à remettre en cause la garantie des assureurs.

Réglementation sociale

La société "DPEB" s'est conformée, jusqu'à ce jour, à la réglementation sociale qui lui est applicable.

Elle a établi l'ensemble des déclarations sociales obligatoires et a procédé au règlement de l'ensemble des cotisations dues aux différents organismes sociaux français. Elle est valablement affiliée à l'ensemble des organismes sociaux dont elle relève.

Réglementation fiscale

La société "DPEB" s'est conformée, jusqu'à ce jour, à la réglementation fiscale qui lui est applicable et a acquitté tout impôt, taxe, droit, charge ou constitué des provisions correspondantes si ceux-ci ne sont pas exigibles.

Participation dans d'autres sociétés

La société "DPEB" ne détient aucun titre de participation dans d'autres sociétés.

Gestion de la société

Il n'y a pas eu de changement important affectant la situation financière ou commerciale de la société "DPEB" depuis la clôture des derniers comptes annuels, qui ont été régulièrement communiqués à la Société Bénéficiaire, qui le reconnaît.

L'Apporteur s'engage à dédommager la Société Bénéficiaire de tout préjudice qu'elle pourrait subir résultant :

- de tout passif non comptabilisé ou insuffisamment provisionné dans les comptes au "DPEB" ou de toute augmentation d'un poste de passif par rapport auxdits comptes, pour autant que ledit passif ait une cause ou une origine antérieure au 30 septembre 2020;
- de toute inexactitude de l'une des garanties ci-dessus.

La Société Bénéficiaire devra informer l'Apporteur des faits donnant lieu à une réclamation au titre de la présente garantie dans les dix (10) jours ouvrés suivants la date à laquelle la Société Bénéficiaire en aura eu effectivement connaissance.

L'Apporteur aura seul la maîtrise de la défense de ses intérêts au titre des réclamations.

Il pourra être appelé en garantie, et la Société Bénéficiaire pourra lui adresser des réclamations au titre de la présente garantie, pendant un délai de trente-six (36) mois à compter de la réalisation définitive de l'apport.

En résumé, rien ne s'oppose à la libre disposition des droits sociaux apportés à la Société Bénéficiaire. Pour sa part, Monsieur Denis PERIGOIS, ès qualités, déclare, au nom de la Société Bénéficiaire, avoir eu parfaite connaissance des opérations effectuées par la société "DPEB" depuis le début de l'exercice en cours et que lesdites opérations ne sont pas, selon lui, de nature à modifier l'évaluation des droits sociaux apportés.

ARTICLE 2 – EVALUATION DES DROITS SOCIAUX

La valeur des droits sociaux faisant l'objet du présent apport a été déterminée sur la base des comptes de la Société "DPEB" arrêtés au 30 septembre 2020, date de clôture du dernier exercice social, et approuvés par l'associé unique en date du 30 mars 2021.

Elle a été obtenue par combinaison de plusieurs méthodes de valorisation, à savoir : la valeur patrimoniale, la capitalisation du bénéfice net moyen, la capitalisation selon l'excédent brut d'exploitation corrigé, la valeur patrimoniale combinée au goodwill et la méthode fiscale. Les méthodes retenues prennent également en compte, en les combinant, l'approche patrimoniale et l'approche par le rendement.

Les droits sociaux apportés ont ainsi été évalués à CENT-MILLE (100 000,00) euros.

L'évaluation ci-dessus retenue a été soumise à Monsieur Sylvain TANGUY, désigné en qualité de Commissaire aux apports par décision de l'associé unique en date du 10 juin 2021.

Un exemplaire du rapport de Monsieur Sylvain TANGUY, Commissaire aux apports demeurera annexé au présent contrat.

ARTICLE 3 – ORIGINE DE PROPRIETE

Les droits sociaux apportés par Monsieur Denis PERIGOIS ont été acquis par ce dernier lors de la souscription au capital de la société "DPEB" au moment de sa constitution, moyennant le versement d'une somme de 4 000 euros.

ARTICLE 4- REMUNERATION DE L'APPORT :

En rémunération de l'apport ci-dessus, d'une valeur de 100 000 Euros, il sera attribué :

- à **Monsieur Denis PERIGOIS**
10 000 actions de DIX (10) Euros de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 10 000 entièrement libérées

Lesquelles actions seront créées à la constitution de la société "À BRAS OUVERTS".
Elles seront soumises à toutes les dispositions statutaires et porteront jouissance à compter du même jour.

L'Apporteur aura seul droit aux dividendes attachés aux droits sociaux apportés, dont la distribution est décidée avant la date d'entrée en jouissance, quelle que soit la date de mise en paiement de ces dividendes et l'exercice social auquel ils se rapportent.

Ces dividendes seront acquis à la Société Bénéficiaire si la décision de distribution intervient après la date d'entrée en jouissance, quelle que soit la date de mise en paiement de ces dividendes et l'exercice social auquel ils se rapportent.

Article 5 – CONDITIONS SUSPENSIVES :

L'apport objet du présent contrat ainsi que les modalités de sa rémunération ne deviendront définitifs que sous réserve de l'approbation de l'évaluation de l'apport et constatation de la réalisation définitive de l'émission des actions par la signature des statuts de la société "À BRAS OUVERTS".

Article 6 – REGIME JURIDIQUE ET FISCAL DE L'APPORT :

Régime juridique

L'apport objet du présent contrat constitue un apport pur et simple soumis au régime de droit commun des apports en nature prévu à l'article L 225-147 du Code de commerce.

Régime fiscal

1. Droits d'enregistrement

Sous réserve de la réalisation des conditions suspensives ci-dessus définies, l'apport objet du présent contrat sera enregistré gratuitement dans les conditions prévues à l'article 810-I du Code général des impôts.

2. Fiscalité et déclarations de l'Apporteur

Dans la mesure où l'apport de titres est réalisé en France et où la société bénéficiaire de l'apport est contrôlée par le contribuable apporteur, l'apport objet du présent contrat bénéficie automatiquement du report d'imposition de la plus-value réalisée prévu à l'article 150-0 B ter du Code général des Impôts.

Il est mis fin au report d'imposition à l'occasion :

- De la cession à titre onéreux, du rachat, du remboursement ou de l'annulation des titres reçus en rémunération de l'apport ;
- De la cession à titre onéreux, du rachat, du remboursement ou de l'annulation des titres apportés, si cet événement intervient dans un délai, décompté de date à date, de trois ans à compter de l'apport des titres, sauf engagement de réinvestissement répondant aux exigences légales.

Article 7 - AFFIRMATION DE SINCERITE

Le rédacteur des présentes a informé les parties, qui le reconnaissent, des sanctions applicables aux insuffisances et aux dissimulations de prix et aux fausses affirmations de sincérité.

Les parties ont affirmé expressément sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts que le présent acte exprime la valeur réelle des biens apportés.

Article 8.- DISPOSITIONS DIVERSES

8.1.- Élection de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- L'Apporteur, à son domicile personnel,
- La Société Bénéficiaire en son siège social indiqué en tête des présentes

8.2.- Frais

Tous les frais, droits et honoraires quelconques afférents à l'Apport, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, seront à la charge exclusive de la Société Bénéficiaire qui s'oblige à les payer.

Fait en quatre exemplaires à MOULAY
L'an deux mille vingt et un
Le 02 juillet

Après lecture, le présent acte a été signé les Parties

<u>L'Apporteur</u> Monsieur Denis PERIGOIS 	<u>Le Bénéficiaire de l'Apport</u> Pour la société À BRAS OUVERTS M. Denis PERIGOIS, Président 
---	---



Expertise comptable - Conseil - Audit

**DES EXPERTS
A VOTRE SERVICE**
www.fiteco.com

FITECO LAVAL

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE inscrite aux tableaux de l'Ordre des régions : Pays de la Loire, Orléans, Paris Ile-de-France, Rouen-Normandie
SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES membre de la Compagnie Régionale d'Angers

Siège Social : Parc Technopole – Rue Albert Einstein – 53810 CHANGE

Adresse postale : Parc Technopole – Rue Albert Einstein – CS 83006 – 53063 LAVAL Cedex 9

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE au capital de 7 120 200 € – RCS LAVAL 557 150 067 – N° d'Identification Fiscale FR 48 557 150 067 – CODE APE 6920Z

SAS A BRAS OUVERT

Société en cours de constitution
Chemin de la Rabottière
53100 MOULAY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS SUR LES APPORTS EFFECTUÉS EN NATURE PAR MONSIEUR Denis PERIGOIS

du 1^{er} Juillet 2021

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, par décision en date du 10 juin 2021 de Monsieur Denis PERIGOIS, futur associé de la société A BRAS OUVERTS, société par actions simplifiée en cours de constitution dont le siège social sera à MOULAY (53) – Chemin de la Rabottière, nous vous présentons notre rapport sur l’appréciation des valeurs des apports en nature devant être effectués à ladite société dans le cadre de sa constitution.

I – EXPOSÉ SUR L’OPERATION PROJÉTÉE

a) Origine et but de l’opération

Monsieur Denis PERIGOIS apporte à la société A BRAS OUVERTS 400 actions de dix euros de valeur nominale dont il détient la pleine propriété et constituant la totalité des titres de la société D.P.E.B. L’objectif de la constitution de la société est l’exercice de l’activité de « prise de tous intérêts et participations, souscriptions, achats et vente d’actions, obligations, droits sociaux, valeur mobilières dans toutes sociétés, affaires ou entreprise, la gestion et l’administration de sociétés, affaires ou entreprises, la prestation de services, l’étude, l’assistance, le développement des activités par tous moyens destinées à aider les entreprises et à promouvoir leur activité en France et à l’étranger».

b) Propriété et jouissance

La société A BRAS OUVERTS aura la propriété des titres apportés à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

II – DESCRIPTION ET EVALUATION DES APPORTS

a) Description

Monsieur Denis PERIGOIS apporte à la société A BRAS OUVERTS, sous les garanties ordinaires de droit et de fait, 100% de la participation détenue au sein de la SAS D.P.E.B exploitée à MOULAY (53100) – Chemin de la Rabottière, pour lequel cette dernière est immatriculée au répertoire SIRENE depuis février 2013 sous le numéro 794 411 678 00012.

b) Evaluation des apports

Les 400 actions apportées, selon la description faite précédemment, ont été valorisées à **100 000 €**.

III – REMUNERATION DES APPORTS

Les apports sont rémunérés par l'attribution à l'apporteur, Monsieur Denis PERIGOIS, de **10 000 actions de la société A BRAS OUVERTS d'une valeur nominale de 10,00 euros chacune**, pour une valeur globale de 100 000 euros.

IV – VERIFICATIONS EFFECTUEES

Les diligences que nous avons mises en œuvre ont notamment consisté à :

- échanger avec les conseils associés à l'opération,
- vérifier la réalité des actifs apportés,
- examiner les documents juridiques relatifs à l'apport,
- prendre connaissance des travaux d'évaluation réalisés,
- contrôler la valeur attribuée aux apports ainsi que leur rémunération.

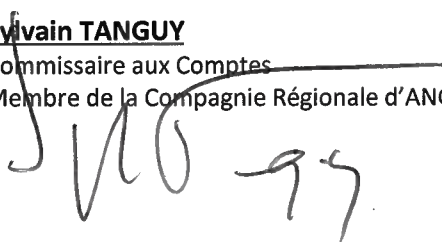
Par ailleurs, aucun avantage particulier n'a été stipulé.

V – CONCLUSION

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la valeur des apports en nature s'élevant à 95 500,00 euros, n'est pas surévaluée et par conséquent n'appelle pas d'observation de notre part.

Fait à LAVAL, le 1^{er} Juillet 2021
Pour FITECO, le Commissaire aux Apports

Sylvain TANGUY
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale d'ANGERS



"À BRAS OUVERTS"

Société par actions simplifiée au capital de 100 000 euros

Siège social : Chemin de la Rabottière – 53100 MOULAY

Société en cours d'immatriculation

ETAT DES SOUSCRIPTIONS ET DES VERSEMENTS

Identité ou désignation des Souscripteurs	Nombre d'actions souscrites	Montant des souscriptions	Montant des versements effectués
M. Denis PERIGOIS Chemin de la Rabottière 53100 MOULAY	10 000	100 000 euros	100 000 euros par apport en nature
Total	10 000	100 000 euros	100 000 euros

Le présent état qui constate la souscription de dix-mille (10 000) actions de la Société « **À BRAS OUVERTS** », ainsi que la libération intégrale des dix-mille (10 000) actions représentant l'apport en nature, est certifié exact, sincère et véritable par Monsieur Denis PERIGOIS, fondateur.

Fait à MOULAY
Le 02 juillet 2021

Monsieur Denis PERIGOIS



"À BRAS OUVERTS"
Société par actions simplifiée au capital de 100 000 euros
Siège social : Chemin de la Rabottière – 53100 MOULAY

S T A T U T S

Le soussigné :

Pour satisfaire aux dispositions de l'article R 224-2 du Code de commerce, il est précisé que les présents statuts ont été signés au nom de :

- ⇒ **Monsieur Denis PERIGOIS**, né le 10 mars 1963 à CRAON (53), demeurant Chemin de la Rabottière – 53100 MOULAY
Epoux séparé de biens de Madame Véronique POCHARD, suivant contrat de mariage en date du 11 Janvier 2012, préalable à leur union célébrée à la mairie de MOULAY (Mayenne) le 21 Janvier 2012,
Disposant de la pleine capacité civile, de la nationalité française, n'ayant fait l'objet d'aucune condamnation ou mesure quelconque entraînant interdiction d'administrer, diriger ou contrôler une société

Lequel a établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la Société par actions simplifiée qu'il a décidé de constituer.

Titre I – Forme – Dénomination – Objet – Siège – Durée

Article 1 - Forme

La Société est une société par actions simplifiée régie par les lois et les règlements en vigueur, notamment par le Livre deuxième Titre II du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Article 2 – Dénomination

La dénomination de la société est :

« À BRAS OUVERTS »

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « *Société par actions simplifiée* » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 – Objet

La Société a pour objet, en France et dans tous pays, la création et l'exploitation des activités suivantes:

- ⇒ La prise de tous intérêts et participations par tous moyens, les apports, souscriptions, achats et ventes d'actions, obligations, droits sociaux, valeurs mobilières dans toute société, affaire ou entreprise ;
- ⇒ La gestion et l'administration de sociétés, affaires ou entreprises ;
- ⇒ La prestation de services, l'étude, l'assistance, le développement des activités par tous moyens et toutes actions auprès des entreprises, destinées à les aider, à les promouvoir, à développer leur activité en France et à l'étranger.

Et plus généralement

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées.
- La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.
- La participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Article 4 – Siège social – succursales

Le siège de la Société est fixé : **Chemin de la Rabottière – 53100 MOULAY**

Il peut être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par décision du Président. En cas de pluralité d'associés, la décision du président est soumise à la ratification des associés, par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.



Article 5 – Durée – année sociale

- 1) La durée de la Société reste fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date d'immatriculation au R.C.S. de la Société, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.
- 2) L'année sociale commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre de l'année suivante. Par exception, le premier exercice social commence à compter de la date d'immatriculation de la société et se clôture le 30 septembre 2022.

Titre II – Capital – Actions

Article 6 – Formation du capital

Apports en nature

DESCRIPTION – EVALUATION

Monsieur Denis PERIGOIS apporte à la société À BRAS OUVERTS, sous les garanties ordinaires et de droit, les 400 actions de dix euros de valeur nominale chacune qu'il détient au sein du capital de la société D.P.E.B., société par actions simplifiée au capital de 4 000 euros, dont le siège social est situé à MOULAY (53100), Chemin de la Rabottière, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LAVAL sous le numéro 794 411 678

Valeur totale de l'apport : 100 000 euros

Cet apport a été évalué au vu du rapport de Mr Sylvain TANGUY, Commissaire aux Apports désigné par l'associé unique, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 10 juin 2021.

PROPRIETE – JOUISSANCE

La Société À BRAS OUVERTS aura la propriété des titres apportés à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, mais elle en a la jouissance à compter de ce jour.

ORIGINE DE PROPRIETE – CONDITIONS DE L'APPORT – DECLARATIONS DE L'APPORTEUR

L'origine de propriété des titres apportés et les conditions de l'apport sont décrites dans le contrat d'apport annexé aux présentes, qui contient également les déclarations de l'apporteur relatives à l'apport effectué.

REMUNERATION DE L'APPORT

En contrepartie de l'apport ci-dessus désigné évalué à 100 000 euros, il est attribué à Monsieur Denis PERIGOIS, 10 000 actions d'une valeur nominale de 10 euros chacune, de la Société À BRAS OUVERTS.

Récapitulation des apports

Les apports effectués à la société s'élèvent à :

- Apports en numéraire : néant
 - Apports en nature : cent-mille euros
- Ci : 100 000 €

TOTAL DES APPORTS : cent-mille euros (100 000 €)

Correspondant au montant du capital social.

D.P.

Article 7 – Capital Social

Le capital social est fixé à la somme de cent-mille euros (100 000,00 €). Il est divisé en dix-mille (10 000) actions de même catégorie représentant chacune une quotité du capital social, appartenant toutes à l'associé unique.

Article 8 – Augmentation du capital social

Le capital social peut être augmenté dans les conditions prévues par la loi par décision unilatérale de l'associé unique ou par une décision collective des associés statuant sur le rapport de l'organe dirigeant.

Il peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

L'associé unique peut déléguer à l'organe dirigeant les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés (s'ils sont plusieurs) ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis.

Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Article 9 – Libération des actions

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans le délai de cinq ans, à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la Loi.

Article 10 – Réduction du capital social

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'associé unique ou par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui peut déléguer à la Présidence tous pouvoirs pour la réaliser.
En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en Société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la Société.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 11 – Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes « *nominatifs purs* » ou des comptes « *nominatifs administrés* » au choix de l'associé.

Article 12 – Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. En cas de pluralité d'associés, les copropriétaires indivis d'actions sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions collectives relatives à l'affectation des bénéfices de la Société où il appartient à l'usufruitier.

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions.

Dans tous les cas, le nu-proprétaire peut participer aux décisions collectives même à celles pour lesquelles il ne jouit pas du droit de vote.

L'exercice du droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles de numéraire et celui du droit d'attribution d'actions gratuites est réglé en l'absence de conventions spéciales entre les parties, selon les dispositions suivantes :

Le droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites, appartiennent à l'associé détenant la nue-proprété.

Si celui-ci vend ses droits, les sommes provenant de cette cession, ou les biens acquis par lui au moyen de ces sommes, sont soumises à usufruit.

L'associé détenant la nue-proprété est réputé avoir négligé d'exercer le droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'actions nouvelles, ni vendu les droits de souscription huit jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit.

Il est même réputé avoir négligé d'exercer le droit d'attribution lorsqu'il n'a ni demandé cette attribution, ni vendu les droits trois mois après le début des opérations d'attribution.

L'associé détenant l'usufruit, dans les deux cas, peut alors se substituer à l'associé détenant la nue-proprété pour exercer soit le droit de souscription, soit le droit d'attribution ou pour vendre les droits. Dans ce dernier cas, l'associé détenant la nue-proprété peut exiger le remploi des sommes provenant de la cession ; les biens ainsi acquis sont soumis à usufruit.

Les actions nouvelles appartiennent à l'associé nu-proprétaire pour la nue-proprété et à l'associé usufruitier pour l'usufruit. Toutefois, en cas de versements de fonds par le nu-proprétaire ou l'usufruitier, pour réaliser ou parfaire une souscription ou une attribution, les actions nouvelles n'appartiennent à l'associé nu-proprétaire et à l'associé usufruitier qu'à concurrence de la valeur des droits de souscription ou d'attribution ; le surplus des actions nouvelles appartient en pleine propriété à l'associé qui a versé les fonds.

En cas de remise en gage par un associé de ses actions, l'associé débiteur continue de représenter seul ces actions.

Article 13 – Cession et transmission des actions

1 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

2 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

3 - La cession ou transmission des actions de l'associé unique est libre.

En cas de pluralité d'associés, la cession d'actions à un tiers ou au profit d'un associé est soumise à l'agrément préalable de la Société, avec la procédure suivante :

DP

Le cédant doit notifier au Président de la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen permettant de lui donner date certaine, une demande d'agrément indiquant l'identification du cessionnaire (dénomination, siège social, capital, RCS, composition des organes de direction et d'administration, identité des associés), le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert. L'agrément résulte soit d'une décision émanant de l'Assemblée Générale Ordinaire, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide de renoncer à la cession envisagée, les autres associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, soit d'acquérir les actions dont la cession est envisagée, soit de les faire racheter par la Société qui devra les céder dans un délai de six mois ou les annuler.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné.

4 - Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, même aux adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement.

5 - En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est soumise à autorisation de la collectivité des associés dans les conditions prévues au 3° ci-dessus.

6 - La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et doit donner lieu à demande d'agrément dans les conditions définies au 3° ci-dessus.

Toute cession réalisée en violation des clauses ci-dessus est nulle.

Article 14 – Droits et obligations attachés aux actions

1 - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales, dans les conditions fixées par les statuts.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2 - Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions des associés et aux présents statuts.

Article 15 – Incapacité - Retrait

L'absence, l'incapacité civile, la déconfiture, la liquidation ou le redressement judiciaire ou la faillite personnelle de l'un ou plusieurs de ses membres ne mettra pas fin à la Société et, à moins que l'Assemblée Générale n'en prononce la dissolution, celle-ci continuera entre les autres associés, à charge pour eux de rembourser à l'associé absent, frappé d'incapacité ou en état de liquidation ou de redressement judiciaires ou de faillite personnelle ou à son représentant légal ou judiciaire, soit

D.P

par voie de réduction de capital, soit par voie de rachat, au choix des associés demeurés en Société, de la manière et dans les conditions et proportions entre eux qu'ils jugeront convenables, le montant des actions qu'il pourrait alors posséder d'après leur valeur au jour de l'ouverture du droit de rachat déterminée dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du Code civil.

Le montant du remboursement sera payable dans les six mois du rapport de l'Expert chargé de déterminer cette valeur et productif d'intérêts au taux légal à compter du jour de l'événement ayant donné lieu au droit de rachat.

Le retrait total ou partiel d'un associé doit être autorisé à l'unanimité de ses coassociés ou par décision de Justice pour justes motifs. L'associé qui se retire n'a droit qu'au remboursement de la valeur de ses droits sociaux déterminée, à défaut d'accord amiable, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Article 16 – Comptes courants

L'associé unique et son Président peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en «Comptes courants».

Titre III – Direction et contrôle de la Société

Article 17 – Président

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.

Désignation

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts. Les Présidents suivantes seront ensuite désignés par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Durée des fonctions

Sauf décision contraire, le Président est nommé sans limitation de durée.

La révocation du président peut être prononcée à tout moment par l'associé unique ou par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire des associés. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit et sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- exclusion du Président associé.

Par ailleurs, ces fonctions cessent de plein droit dans les cas suivants :

- Décès du Président ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

Rémunération

La rémunération du Président est fixée par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés.

Pouvoirs

Le Président assume, sous sa responsabilité, la Direction de la Société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social.

Les décisions des associés limitant ses pouvoirs sont inopposables aux tiers.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la Loi et les présents statuts.

Article 18 – Directeur Général et autres dirigeants

1. Le Directeur Général

Désignation

Le Président peut désigner un Directeur Général chargé de l'assister.

Le Directeur Général peut être une personne morale ou à une personne physique.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci est obligatoirement représentée par son représentant légal. Le Directeur Général, personne physique, peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions et ses attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination ou dans une décision ultérieure, sauf pour la rémunération qui résulte de son Contrat de travail.

Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président. Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

2. Autres dirigeants

Le Président peut également nommer un ou plusieurs autres dirigeants, personnes physiques ou morales, dont il fixera les pouvoirs.

Les dirigeants sont révocables à tout moment par le Président. En cas de démission ou de révocation de celui-ci, ils conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Article 19 – Conventions

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le président de la société présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3.

Les associés statuent sur ce rapport.

Les conventions non approuvées, produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Par dérogation, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant, son associé unique ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

Article 20 – Représentation sociale

Les délégués du comité social économique, s'il en existe un, exercent les droits qui leur sont attribués par la loi, auprès du Président.

Article 21 – Commissaires aux Comptes

L'associé unique ou la collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à l'associé unique ou à la collectivité des associés, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si il ou elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital. Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Titre IV – Décisions de l'associé/décisions collectives

Article 22 – Décisions de l'associé unique

Compétence de l'associé unique

L'associé unique est seul compétent pour :

- ⇒ approuver les comptes annuels et affecter le résultat ;
- ⇒ nommer et révoquer le Président ;
- ⇒ nommer les Commissaires aux comptes ;
- ⇒ décider la transformation de la Société, une opération de fusion, de scission, d'augmentation, de réduction ou d'amortissement du capital ;
- ⇒ modifier les statuts ;
- ⇒ déterminer les conditions et modalités des avances en compte courant;
- ⇒ dissoudre la Société.

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

Forme des décisions

Les décisions unilatérales de l'associé unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé.

Article 23 – Décisions collectives des associés

Les pouvoirs qui sont dévolus à l'associé unique dans le cadre de la Société unipersonnelle sont exercés par la collectivité des associés lorsque celle-ci perd son caractère unipersonnel.

Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- ⇒ Transformation de la Société.
- ⇒ Modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction.
- ⇒ Fusion, scission, apport partiel d'actifs.
- ⇒ Dissolution.
- ⇒ Nomination des Commissaires aux comptes.
- ⇒ Nomination, rémunération, révocation du Président.
- ⇒ Approbation des comptes annuels et affectation des résultats.
- ⇒ Approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés.
- ⇒ Modification des statuts, sauf transfert du siège social.
- ⇒ Déterminer les conditions et modalités des avances en compte courant.
- ⇒ Nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation.
- ⇒ Agrément des cessions d'actions.
- ⇒ Exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote.

Quorum - Règles de majorité

1. L'assemblée générale ordinaire

Elle prend toutes décisions qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

L'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins un quart des actions ayant le droit de vote.

Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.

Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la Loi ou des présents statuts.

Les décisions ordinaires sont valablement adoptées à la majorité simple des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

2. L'assemblée générale extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des associés, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, un tiers et, sur deuxième convocation, un quart des actions ayant le droit de vote.

A défaut de ce quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la Loi ou des présents statuts.

Les décisions extraordinaires sont valablement adoptées à la majorité des deux tiers des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

3. Décisions unanimes

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- ⇒ Celles prévues par les dispositions légales ;
- ⇒ Les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission ;
- ⇒ La prorogation de la Société ;
- ⇒ La dissolution de la Société ;
- ⇒ La transformation de la Société en Société d'une autre forme dans les conditions évoquées à l'article 30 ci-dessous ;
- ⇒ La révocation du Président.

Règles d'adoption des décisions collectives

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et d'y voter, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par correspondance ou par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Un associé peut se faire représenter par un autre associé ou toute autre personne justifiant d'un mandat.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Toutefois, la Société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir.

Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives des associés sont, au choix du Président, prises en Assemblée Générale, réunie au besoin par vidéoconférence ou conférence par téléphone.

Afin de garantir l'identification et la participation effective à l'assemblée des actionnaires y participant par des moyens de visioconférence ou de télécommunication, ces moyens transmettent au moins la voix des participants et satisfont à des caractéristiques techniques permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations.

Les décisions collectives peuvent résulter du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé signé par tous les associés. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite dans les conditions suivantes :

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions, proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de 10 jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre un vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La réponse est adressée à l'auteur de la consultation par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Toutefois, les décisions suivantes devront obligatoirement être prises en Assemblée Générale : l'approbation des comptes annuels et la répartition des résultats ainsi que toutes décisions nécessitant l'intervention du Commissaire aux Comptes ou d'un Commissaire aux Apports.

Les délibérations des Assemblées Générales obligent tous les associés, même absents.

Convocation

L'Assemblée Générale est convoquée soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant 10% au moins du capital.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le ou les liquidateurs. L'Assemblée Générale est réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite 8 jours avant la date de l'Assemblée, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque associé, soit par télécopie, soit par e-mail ou par tous moyens permettant d'établir la preuve de la convocation. Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

Ordre du jour

L'ordre du jour de l'Assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants et procéder à leur remplacement.

Un ou plusieurs associés, représentant au moins 10% du capital social et agissant dans le délai de trois jours suivant la convocation, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication visés ci-dessus.

Tenue de l'Assemblée – Bureau – Procès-verbaux

Une feuille de présence est émargée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un dirigeant spécialement délégué à cet effet par l'Assemblée, ou par l'auteur de la convocation.

A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

L'Assemblée désigne un Secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le Secrétaire et établis sur un registre spécial. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par l'un des deux.

Article 24 – Droit de communication des associés

1 - L'associé unique non Président, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

2 - Lorsque la Société comporte plusieurs associés, l'étendue et les modalités de leurs droits d'information et de communication sont déterminées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Titre V – Exercice social – Comptes sociaux – Affectation et répartition des bénéfices

Article 25 – Exercice social

L'année sociale est définie à l'article 5.

Article 26 – Inventaire – Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif.

Il dresse également les comptes annuels conformément aux articles L. 123-12 et suivants du Code de commerce. Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la Loi. Toutefois, si la société répond à la définition des petites entreprises au sens de l'article L123-16 du code de commerce, elle est dispensée de l'obligation d'établir ledit rapport de gestion

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la Loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

L'associé unique, ou les associés si la Société en compte plusieurs, approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux comptes, si la Société en est dotée, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Article 27 – Affectation et répartition des bénéfices

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que l'associé unique ou les associés décideront de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'associé unique ou l'Assemblée Générale détermine la part attribuée sous forme de dividende et prélève les sommes qu'il/elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.

L'associé unique ou l'Assemblée Générale, en cas de pluralité d'associés, peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'associé unique ou par l'Assemblée Générale, en cas de pluralité d'associés, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 28 – Mise en paiement des dividendes

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ou l'Assemblée Générale. Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des associés aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

D.P.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Titre VI – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital – Transformation – Dissolution – Liquidation

Article 29 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'associé unique ou l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Associé unique ou de l'Assemblée Générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 30 – Transformation

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, aux conditions de quorum et de majorité ci-avant fixées sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en Société en Nom Collectif nécessite l'accord de tous les associés ; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en Société en Commandite Simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés devenant associés commandités.

La transformation en Société à Responsabilité Limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des Sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

D.P

Article 31 – Dissolution – Liquidation

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'associé unique ou de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'Associé unique ou l'Assemblée Générale des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

Lorsque la Société ne comprend qu'un associé, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait liquidation.

Titre VII – Contestations

Article 32 – Contestations

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, les dirigeants et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre l'associé unique et la Société ou les dirigeants de la Société relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires sont soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de manière que le Tribunal arbitral soit constitué en nombre impair.

A défaut d'accord sur la désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance de Mr le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les Tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs. Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social tant pour l'application des dispositions qui précèdent que pour le règlement de toutes autres difficultés.

Titre VIII – Dispositions diverses

Article 33 – Publicité - Pouvoirs

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence du Président qui est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un Journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Titre IX – Nomination du Président et jouissance de la personnalité morale

Article 34 – Nomination du Président

Monsieur **Denis PERIGOIS**, né le 10 mars 1963 à CRAON (35), demeurant Chemin de la Rabottière – 53100 MOULAY, est nommé Président de la Société pour une durée indéterminée.

Monsieur **Denis PERIGOIS** accepte lesdites fonctions et déclare qu'il satisfait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice du mandat de Président.

Article 35 – Jouissance de la personnalité morale – Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés

1 - La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

2 - Le Président, a annexé aux présents statuts l'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société.

En outre, Le Président est expressément autorisé à passer et à souscrire pour le compte de la Société en formation, les actes et engagements suivants entrant dans l'objet social et conformes à l'intérêt social :

- 1- Régulariser et signer tous documents permettant l'ouverture d'un compte bancaire auprès de tout établissement habilité, et la mise en place des conventions bancaires usuelles en matière commerciale ;
- 2- Plus généralement, mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet social dans l'attente de l'immatriculation de la société.

La signature des statuts emportera reprise desdits engagements par la Société lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

3 - Le Président de la Société est, par ailleurs, expressément habilité, dès sa nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la Société, les actes et engagements entrant dans ses pouvoirs statutaires et légaux.

Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits, dès l'origine, par la Société, après vérification par les actionnaires, postérieurement à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 39 – Publicité - Pouvoirs

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence du Président qui est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un Journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Fait en quatre exemplaires à MOULAY
L'an deux mille vingt et un
Le 02 juillet

Monsieur Denis PERIGOIS

(« Bon pour acceptation des fonctions de Président »)

Bon pour acceptation des fonctions
de Président
Juguis

ANNEXE

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS

POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

1. Signature de documents permettant l'ouverture d'un compte bancaire auprès de tout établissement habilité, et la mise en place des conventions bancaires usuelles en matière commerciale.
2. Mandat donné à Maître Stéphane RIGOT (cabinet MAINE LEXI CONSEIL) pour son accompagnement juridique.
3. Mandat donné à Monsieur Sylvain TANGUY pour l'exécution de sa mission de commissaire aux apports.
4. Autres engagements : néant